

PROJET DE TERRITOIRE 2022 -2027- TERRES DE LORRAINE

Restitution de l'étude des moteurs du développement sur le Pays Terres de Lorraine

-06 décembre 2021-

Le cadre

Suite à l'élaboration du SRADDET et des enseignements tirés des précédentes initiatives de contractualisation, la Région Grand Est a souhaité mettre tout en œuvre pour développer ses politiques publiques au plus près des territoires. A travers la territorialisation de son action, elle entend nouer un dialogue partenarial de qualité, s'inscrivant dans la durée, en accompagnant des territoires à dessiner une trajectoire de développement, davantage frugale et répondant au mieux aux besoins de base de la population.

Dans ce contexte, la Région a mené en 2017 une analyse du fonctionnement socio-économique des 149 intercommunalités du Grand Est, selon une approche par les moteurs de développement des territoires. Plusieurs constats ont été réalisés : l'importance croissante de l'économie résidentielle dans le développement des territoires ; l'exceptionnelle diversité des dynamiques socio-économiques, qui ne sont pas forcément corrélées à la taille des intercommunalités ; et de manière générale l'évolution des modes de vie, qui rend les territoires de plus en plus interdépendants.

Au regard du bilan très positif de cette expérimentation, il a été décidé de poursuivre la même logique de travail avec les territoires volontaires.

L'étude présentée lors de la soirée de restitution du 6 Décembre 2021 se veut la plus objective, synthétique et transversale possible sur les grandes composantes économiques du territoire. Elle aborde aussi bien la question de la circulation des richesses entre les territoires que les enjeux sociaux et environnementaux. Le cadre conceptuel est nouveau et doit faire émerger une stratégie collective, solidaire et partagée avec les forces vives des territoires. Il doit être le moyen d'accélérer le passage à l'action d'une ambition politique à un cadre opérationnel.

Le développement territorial

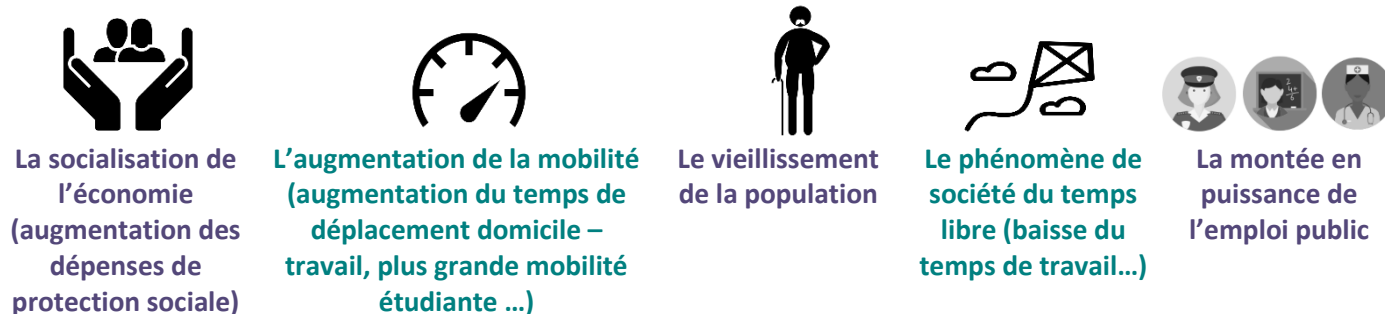
Le développement de territoire est une équation à 2 inconnues avec d'une part, la croissance et de l'autre, l'attractivité. Pour qu'un territoire se développe, on mobilise habituellement le PIB, mais les lois du développement ne sont pas les mêmes au niveau local. Les déterminants de la dynamique territoriale sont la socialisation de l'économie, la montée en puissance de l'emploi public, l'accroissement de la mobilité, le vieillissement de la société, la société du temps libre...

Les constats

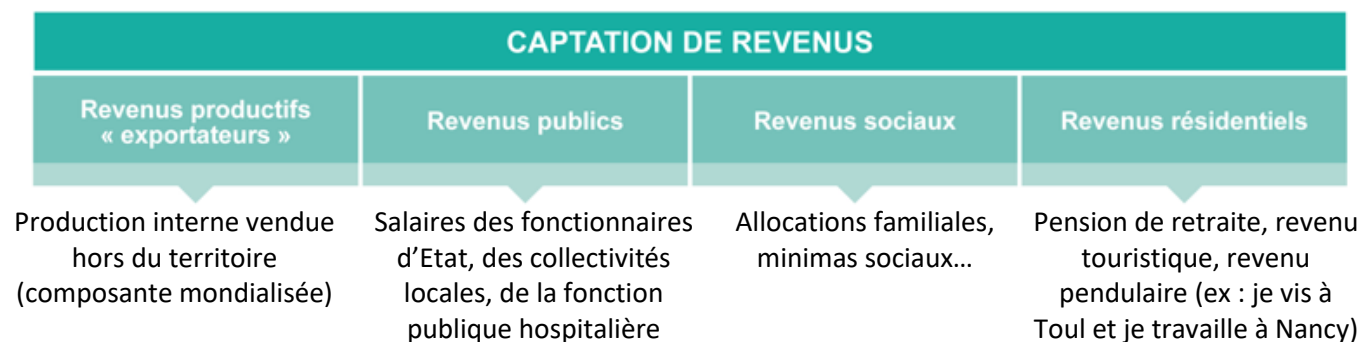
Il existe 2 moteurs historiques classiques du développement d'un territoire :

- 1) La croissance (production de biens et de services, compétitivité des entreprises, ...)
- 2) L'attractivité (qu'elle soit résidentielle, présentielle, touristique, productive...).

On dénombre 5 facteurs croissants dans l'économie d'un territoire qui contribuent à transformer la « mécanique territoriale » :



Au regard de ces 5 phénomènes émergents et impactant le développement d'un territoire, l'étude « Les moteurs du développement » propose une approche plus large que le PIB intégrant l'ensemble des revenus captés par un territoire (au nombre de 4) :



La mécanique du développement économique par les revenus s'articule autour de 2 temps :

- 1) La captation de revenus en provenance de l'extérieur
- 2) La dépense des revenus captés dans l'économie locale (commerces, circuits courts, ...).

Les éléments clés sur le territoire

- Les revenus résidentiels représentent 62,6 %.
- Les revenus productifs représentent 12,4 %.
- Il y a globalement un déficit de revenus productifs et touristiques relativement au niveau national.
- Les Communautés de Communes Moselle et Madon, du pays du Saintois et du pays de Colombey et du sud Toulinois ont une sous-représentation plus importante des revenus productifs. C'est moins le cas de la CC2T où les revenus productifs et publics sont plus importants.
- Les revenus pendulaires représentent 33 % de l'ensemble des revenus (contre 5 % à l'échelle nationale pour les PETR).
- Dans les 4 Communautés de Communes, il y a un poids important des revenus pendulaires mais significativement moins pour Terres toulaises. Partout les pensions de retraite ont un poids important.
- L'évasion commerciale est un peu supérieure à la moyenne nationale.
- Les emplois présents, portés par la consommation locale, représentent 68 %. (+ 20 pts depuis 1975).
- L'emploi salarié a diminué de 2.7 % entre 2007 et 2019 (500 emplois perdus) alors qu'il aurait dû progresser de 500 emplois compte tenu de la structure de l'économie locale (secteurs d'activités). Il faut y voir ici principalement l'effet de la fermeture de l'usine Kléber (perte de 830 emplois).
- L'un des paradoxes de la crise du COVID est que les territoires ayant des revenus sociaux et publics importants se sont avérés plus résilients pendant la crise. C'est le cas de Terres de Lorraine, dont la performance s'explique aussi par des caractéristiques propres, des facteurs locaux (ex : coopérations locales, initiatives pendant la crise, achats effectués localement...).
- Il n'y a pas toujours de lien entre la création d'emplois et le nombre de demandeurs d'emplois. Un territoire avec un bon niveau de création d'emplois peut connaître un niveau élevé de chômage.
- Les indicateurs sociaux de TDL sont globalement meilleurs qu'au plan départemental et régional, avec un niveau d'inégalité inférieur à la moyenne nationale et régionale. Le taux de pauvreté est relativement faible (notamment pour la CCMM et la CCPS) et un peu plus élevé sur la CC2T (effet ville centre et quartier politique de la ville).
- La propension à effectuer ses dépenses de consommation sur le territoire est deux fois plus élevée sur Terres toulaise et Moselle et Madon que sur Colombey sud toulinois et pays du Saintois. Cela s'explique par les niveaux très différents de l'offre commerciale.
- Pour l'ensemble de TDL, il faut en moyenne 208 023 € pour créer un emploi présentiel contre 148 917 € au plan national.

Constats/remarques des participants

- Des bons indicateurs sociaux mais une dynamique démographique à surveiller en raison du vieillissement de la population.
- A moyen terme des enjeux environnementaux avec un territoire soumis au problème de précarité énergétique et à un modèle pendulaire fortement émetteur de CO2.
- Un enjeu autour de la formation afin de lutter contre la précarité monétaire.
- Tenter de gérer au mieux la dynamique de décroissance démographique en trouvant le bon équilibre, adapté au territoire.
- Tenter de valoriser la consommation locale, les flux locaux, les circuits courts...
- Enjeux des services publics avec des infrastructures de mobilité bas carbone.

Les premières pistes à creuser

- Se redonner davantage d'autonomie en développant une économie productive et présenteielle locale, dont les dépenses touristiques seraient à développer (diversification d'attractivité touristique pour augmenter cette part de revenus)
- Des marges de manœuvres existent pour l'économie présenteielle.
- Une stratégie forte de développement de la consommation locale.
- Une coopération avec la Métropole du Grand Nancy afin d'éviter une concurrence entre territoires voisins.
- Une réindustrialisation du territoire dans une démarche de transition.
- Un enjeu de mobilisation de l'épargne dormante (retraites...) dans l'économie locale productive ou résidentielle.
- Faire grandir les dynamiques économiques locales pour renforcer l'écosystème économique territorial : notamment renforcement des coopérations inter-entreprises pour développer les échanges commerciaux.

Conclusion

Le modèle pendulaire sur Terres de Lorraine est ambivalent. Le niveau de chômage est faible, le niveau de vie est bon, mais ce modèle est à risque et peu durable d'un point de vue environnemental et social car il est très dépendant de la mobilité des individus. Une stratégie de développement des secteurs de l'économie présenteielle devra s'appuyer en premier lieu à la circulation des revenus sur le territoire (dépenses locales augmentées notamment à partir des certaines catégories sociales : revenus des retraités ainsi que ceux des hauts revenus), en second lieu sur la captation de nouveaux revenus (tourisme par exemple). Concernant les services publics, il faudrait miser sur la santé du territoire et un meilleur maillage territorial.

Les 5 enseignements directs et indirects de l'étude

- 1. Il ne faut pas choisir entre économie productive et économie présenteielle** : à une échelle plus large, le moteur de l'économie et de la fabrication de richesse (dont de la chaîne des revenus) reste l'économie productive (production de biens et de services marchands).
- 2. Capturer un niveau élevé de revenu à l'extérieur de son territoire, comme le fait Terres de Lorraine, est un atout car cela est :**
 - Un potentiel de développement d'activités et d'emploi par la dépense de consommation locale ;
 - Un amortisseur de crise grâce à la stabilité des revenus publics et sociaux.
- 3. Le territoire n'exploite pas suffisamment son potentiel de consommation locale** (ratio de 208 023 € pour créer un emploi « présenteielle » contre 148 917 € au plan national).
- 4. Ce potentiel de développement de l'économie présenteielle coïncide à la fois avec les attentes des consommateurs (productions locales) et les enjeux de la transition** (réduction des déplacements des personnes et des marchandises).
- 5. Le profil « pendulaire » du territoire est à nuancer selon les communautés de communes** (Terres Toulousaises conserve un profil plus productif que ses voisines). Un profil de territoire varie lentement dans le temps. Si des leviers sont identifiés pour agir sur certaines sources de revenus (tourisme par exemple), les marges de manœuvre les plus importantes semblent se situer dans la capacité du territoire à mieux transformer les revenus captés en dépense locale et en moteur de nouvelles activités.